BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Octobre 2026

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Octobre 2026

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES **3**
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL **4**
1.1. Activité économique dans le monde 4
1.2. Actions des banques centrales 4
1.3. Marchés des matières premières 6
1.4. Marchés financiers 8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA **10**
2.1. Production et demande de biens et services 10
2.2. Inflation 13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE **14**
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires 14
3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle 15
3.3. Monnaie 15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA **16**
4.1. Marché boursier de l'UEMOA 16
4.2. Marché des titres de la dette publique 17
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA **19**
5.1. Croissance 19
5.2. Monnaie 19
5.3. Inflation 20
ANNEXES STATISTIQUES **21**

PRINCIPAUX MESSAGES[1]

1. Évolutions récentes

En septembre 2026, l'économie mondiale est demeurée globalement bien orientée dans la plupart des régions. Aux États-Unis et dans la zone euro, la progression de l'activité s'est accélérée, portée à la fois par les services et le secteur manufacturier. En Chine, l'économie est restée en zone d'expansion, tandis qu'elle s'est contractée en Afrique du Sud.

Aux **États-Unis**, l'activité du secteur privé s'est améliorée en septembre 2026. Cette évolution reflète le dynamisme des services et du secteur manufacturier, ainsi que la hausse des nouvelles commandes. En **zone euro**, elle a connu sa plus forte expansion, soutenue par la progression de la production industrielle et des services, ainsi que par le retour de la France en zone de croissance.

En **Chine**, l'activité a été portée par la hausse de la production manufacturière et le regain de vigueur dans les services. En **Afrique du Sud**, la conjoncture s'est dégradée, sous l'effet d'un net recul des nouvelles commandes.

En Afrique de l'Ouest, l'activité du secteur privé a progressé à un rythme soutenu au **Nigeria**, en lien avec la hausse marquée des nouvelles commandes et de la production. Au **Ghana**, l'expansion de l'économie s'est poursuivie, favorisée par l'accroissement des nouvelles commandes et de la production.

En septembre 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a augmenté de 0,6%, tandis que celui des prix des principaux produits alimentaires importés s'est accru de 6,1%.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, la production économique a progressé en août 2026 à un rythme moins soutenu que le mois précédent. Ce ralentissement est lié au repli de la production industrielle, du commerce et des services marchands non financiers, tandis que les services financiers ont enregistré une hausse et que l'activité dans les BTP est restée soutenue. Le taux d'inflation est ressorti à 1,9% en septembre 2026, en hausse de 0,6 point de pourcentage (pdp) par rapport au mois précédent.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 3,73% en septembre 2026, en hausse de 8 points de base (pdb) par rapport à son niveau en août 2026 (3,65%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle sont demeurées stables en août 2026, le taux débiteur s'établissant à 6,70%, au même niveau que le mois précédent.

À fin août 2026, la masse monétaire a progressé de 17,7%, en glissement annuel, après une augmentation de 19,0% un mois plus tôt. Cette évolution est essentiellement due à l'accroissement d'actifs extérieurs nets (+141,1%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4,2%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,1% au troisième trimestre 2026, après une croissance de 6,0% au deuxième trimestre 2026. Cette évolution serait tirée par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que par la bonne campagne agricole. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 2,3% en octobre 2026 puis à 2,5% en novembre 2026. L'accélération projetée de l'inflation dans l'Union serait induite notamment par les effets de la hausse des prix du carburant dans plusieurs pays de l'Union due au conflit au Moyen-Orient et par le renchérissement anticipé des cours des produits alimentaires importés.

[1] Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 octobre 2026.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

En septembre 2026, les enquêtes PMI indiquent une poursuite de l'expansion de l'activité du secteur privé dans la plupart des régions, avec une croissance plus soutenue aux États-Unis et dans la zone euro. En Chine, l'activité est demeurée en zone d'expansion, tandis qu'elle s'est contractée en Afrique du Sud.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite est passé de 56,0 points en août 2026 à 58,4 points en septembre 2026, son niveau le plus élevé depuis juillet 2021. Cette évolution traduit une progression de l'activité du secteur privé pour le quatrième mois consécutif. Elle a été portée par les services, dont l'indice est passé de 56,5 à 58,7 points, ainsi que par le secteur manufacturier, où il est ressorti à 56,7 points, contre 53,1 points. L'augmentation des nouvelles commandes, soutenue principalement par la demande intérieure, a contribué à cette amélioration. En **zone euro**, l'indice PMI composite a progressé à 53,1 points en septembre 2026, après 52,0 points le mois précédent, soit son plus haut niveau depuis près de trois ans et demi. La production manufacturière a atteint 52,9 points, contre 52,7 points en août. L'activité des services s'est nettement accélérée, avec un indice à 53,0 points, contre 51,6 points le mois précédent. Les nouvelles commandes ont augmenté à leur rythme le plus rapide depuis 41 mois. L'Allemagne a enregistré sa plus forte expansion depuis près d'un an, tandis que l'activité en France est repassée en zone de croissance pour la première fois depuis dix mois.

Dans les **pays émergents**, l'indice PMI composite de la **Chine** est ressorti à 52,3 points en septembre, après 52,1 points en août. Cette évolution reflète le dynamisme de la production manufacturière. L'indice PMI des services a légèrement augmenté, en lien notamment avec la forte demande mondiale de matériel lié à l'intelligence artificielle. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI est repassé en zone de contraction, à 49,0 points, contre 50,5 points en août, atteignant ainsi son niveau le plus bas de l'année. Ce repli s'explique par la baisse des nouvelles commandes, la plus marquée depuis deux ans et demi, dans un contexte d'incertitude économique et de hausse des prix des carburants.

S'agissant des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI du **Nigeria** s'est établi à 56,4 points en septembre, contre 54,3 points en août, soit sa plus forte progression depuis plus de quatre ans et demi. Les nouvelles commandes ont augmenté pour le huitième mois consécutif, sous l'effet de l'amélioration de la demande et du lancement de nouveaux produits. Au **Ghana**, l'indice est ressorti à 51,3 points en septembre 2026, contre 50,8 points en août, reflétant le maintien de l'activité en zone d'expansion pour le deuxième mois consécutif. Cette évolution est soutenue par la hausse des nouvelles commandes et de la production.

1.2. Actions des banques centrales

Les principales banques centrales maintiennent une orientation prudente, dans un contexte de pressions inflationnistes induites par les tensions au Moyen-Orient.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a maintenu la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 3,75% et 4,00%, lors de sa réunion du 28 octobre 2026. Cette décision intervient dans un contexte où l'activité économique américaine affiche une forte expansion, malgré une incertitude persistante, notamment géopolitique. Les dépenses intérieures restent stables, soutenues par une forte croissance de la productivité et des investissements en capital. Les créations d'emplois évoluent favorablement, tandis que le taux de chômage demeure quasiment inchangé. Toutefois, l'inflation reste élevée. Le Comité fédéral de l'open market (FOMC) entend examiner les nouvelles données économiques avant de déterminer l'orientation appropriée de la politique monétaire. Son objectif demeure de ramener

rapidement l'inflation à 2%, tout en préservant la stabilité des prix. La **Banque centrale européenne (BCE)** a laissé ses principaux taux directeurs inchangés lors de sa réunion du 29 octobre 2026. Le taux de la facilité de dépôt, celui des principales opérations de refinancement et le taux de la facilité de prêt marginal restent respectivement à 2,50%, 2,65% et 2,90%. La Banque centrale a indiqué que la hausse persistante des prix de l'énergie accroît les pressions inflationnistes et pèse sur la croissance. Toutefois, l'inflation sous-jacente et les salaires demeurent globalement stables. Par ailleurs, la BCE a noté que le durcissement des conditions financières en Europe pourrait freiner davantage la croissance et l'inflation. Le Conseil des Gouverneurs entend privilégier une approche fondée sur les données, sans définir au préalable une trajectoire des taux, afin de ramener l'inflation à 2% à moyen terme.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a maintenu ses taux préférentiels de prêt (LPR) à un an et à plus de cinq ans à respectivement 3,00% et 3,50% le 20 octobre 2026, pour le dix-septième mois consécutif. Cette décision intervient dans un contexte de renforcement du yuan, porté par des indicateurs économiques solides. Le PIB a progressé de 4,5% au troisième trimestre 2026, dépassant les attentes, atténuant ainsi l'urgence d'un renforcement des mesures de soutien pour atteindre l'objectif annuel de croissance compris entre 4,5% et 5%. Le Gouverneur de la PBoC a annoncé que la Banque centrale allait poursuivre les réformes relatives aux taux de référence, afin de diversifier le système de prêt et réduire la dépendance au LPR. La PBoC envisagerait de faire du taux des opérations de prise en pension au jour le jour son principal taux directeur, en remplacement de celui à sept jours, afin d'améliorer le pilotage des taux d'intérêt et la transmission de la politique monétaire. La **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a, le 23 septembre 2026, relevé son principal taux directeur de 25 pdb à 7,25%. Cette décision traduit les préoccupations liées à la hausse de l'inflation, qui a progressé à 4,4% en août 2026, contre 4,3% en juillet, restant proche du milieu de la fourchette cible de 3% à 6% fixée par la Banque centrale. La SARB anticipe que l'inflation devrait dépasser les 5% en fin d'année et au début de 2027, sous l'effet de la hausse des prix des carburants, avant de ralentir avec l'atténuation du choc pétrolier.

Dans les **pays en développement**, la **Banque Centrale du Nigeria (CBN)** a abaissé son taux directeur de 350 pdb à 23,00% lors de sa réunion du 22 septembre 2026, soit sa plus forte baisse depuis 2007. Le Comité de politique monétaire estime que l'environnement macroéconomique actuel reste favorable à un ajustement sans compromettre le processus de désinflation. Le taux d'inflation a diminué pour atteindre 15,3% en août 2026, contre 15,4% en juillet 2026. La CBN a déclaré que l'inflation devrait ralentir davantage à court et moyen terme, sous l'effet du resserrement monétaire antérieur, de la stabilité du taux de change et de l'amélioration des anticipations d'inflation. La **Banque du Ghana (BoG)** a maintenu son taux directeur à 14,00% lors de sa réunion des 23 et 24 septembre 2026, dans un contexte où les risques inflationnistes persistent. Le Comité de politique monétaire estime que les risques pesant sur l'inflation et la croissance étaient globalement équilibrés. L'inflation est ressortie à 5,0% en août 2026, contre 4,6% le mois précédent.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2026 (en pdb)	Taux directeur au 20 octobre 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en septembre 2026 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-75	25	{3,75-4,00}	2,0	3,7
Zone euro	-75	50	2,50	2,0	3,8
Pays émergents					
Chine	-10	0	3,00	2,0	0,9
Afrique du Sud	-100	50	7,25	{2,0 - 4,0}	4,5
Pays en développement					
Nigeria	-50	-400	23,00	{6,0 - 9,0}	14,6
Ghana	-900	-400	14,00	{8,0+/-2,0}	5,2
CEMAC *	-25	-25	4,50	-	1,4

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2026

1.3. Marchés des matières premières

En septembre 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est accru de 0,6%.

En septembre 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 0,6%, après une hausse de 6,6% un mois plus tôt. Cette évolution reflète notamment l'augmentation des cours du **pétrole** (+19,7%), du **gaz naturel** (+12,7%), du **caoutchouc** (+7,4%), du **zinc** (+3,8%), du **phosphate** (+0,9%) et de l'**uranium** (+0,1%). À l'inverse, les prix du **café** (-8,3%), du **coton** (-2,2%), de l'**or** (-2,1%), de l'**huile de palme** (-2,1%) et du **cacao** (-1,5%) se sont repliés sur la période.

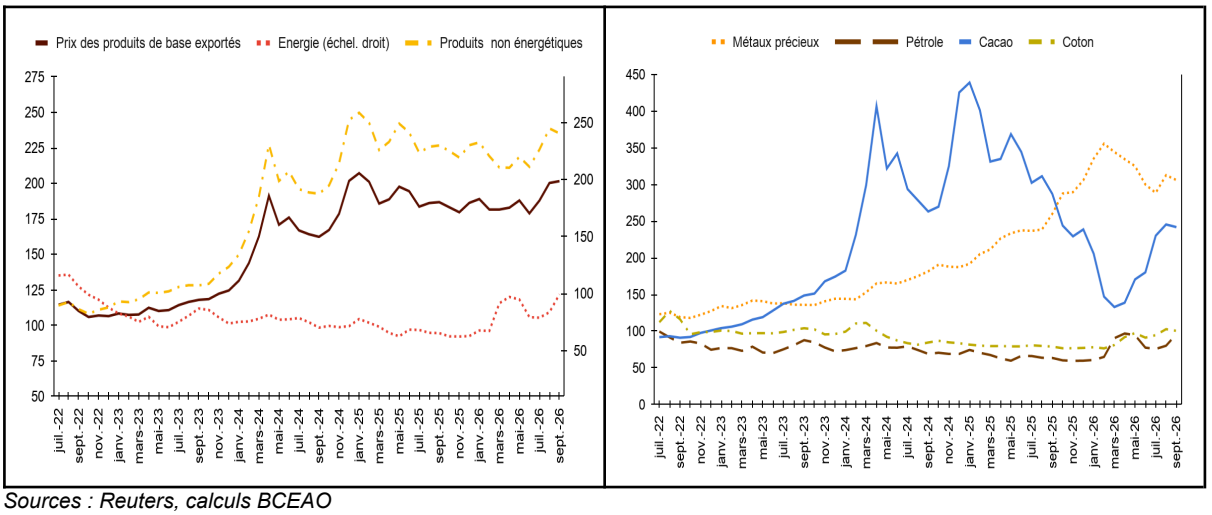
Le renchérissement du **pétrole** s'explique par la reprise des tensions entre les États-Unis et l'Iran, après une période d'accalmie relative, qui a ravivé les craintes d'une perturbation durable de l'approvisionnement mondial en produits pétroliers, en particulier dans le détroit d'Ormuz. Les prix du **gaz naturel** ont été soutenus par la faiblesse des stocks européens et les contraintes d'approvisionnement. A la mi-septembre, le taux de remplissage des stockages[2] européens n'atteignait que 68,5%, contre une moyenne saisonnière de 84% sur cinq ans. Cette situation a été accentuée par les restrictions prolongées dans le détroit d'Ormuz et la forte demande asiatique de gaz naturel liquéfié (GNL) liée à une vague de chaleur.

La hausse des cours du **caoutchouc** reflète le resserrement de l'offre mondiale. Les exportations indonésiennes ont reculé de 21% en glissement annuel sur les sept premiers mois de 2026, tandis que la flambée du pétrole a renchéri le caoutchouc synthétique, favorisant ainsi la demande de caoutchouc naturel. Les pluies intermittentes en Thaïlande, perturbant la saignée, et la fin de la haute saison de production en Asie du Sud-Est ont également pesé sur les disponibilités. Le raffermissement des cours du **zinc** est lié aux tensions sur l'offre de minerai. Les perturbations de la production minière, notamment en Chine, et la réduction des expéditions de minerai iranien du fait du conflit au Moyen-Orient ont soutenu les prix. Les cours du **phosphate** ont progressé sous l'effet notamment du maintien des restrictions chinoises à l'exportation. Les cours de l'**uranium** ont légèrement augmenté, soutenus par le regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire lié aux tensions au Moyen-Orient.

[2] Il désigne le volume de gaz naturel stocké dans les installations souterraines. Ces stocks sont constitués entre avril et octobre, période durant laquelle la demande est faible, afin de couvrir les pics de consommation hivernale.

En revanche, le repli des prix du **café** s'explique par le rythme soutenu des expéditions issues de la récente récolte du Brésil et les perspectives d'une plus grande disponibilité de ce produit l'an prochain, le pays se dirigeant vers une récolte record en 2026. La baisse des cours du **coton** est liée à l'arrivée de la nouvelle récolte sur le marché et à la faiblesse de la demande. Aux Etats-Unis, la récolte progresse à un rythme supérieur à celui de l'an dernier et à la moyenne des cinq dernières années, tandis que les importations chinoises demeurent faibles. La diminution des cours de l'**or** résulte du resserrement de la politique monétaire américaine. La Réserve fédérale a relevé ses taux directeurs pour la première fois en trois ans et laissé entrevoir la possibilité d'une nouvelle hausse, favorisant ainsi l'appréciation du dollar et concomitamment une atténuation de l'intérêt pour l'or en tant que valeur refuge. Les prix de l'**huile de palme** ont fléchi en raison de la hausse des stocks en Malaisie. La production a également progressé de près de 21% sur les 25 premiers jours du mois de septembre. Le repli des cours du **cacao** intervient dans un contexte d'amélioration de l'offre ivoirienne, caractérisée par une hausse de 19,8% des livraisons de fèves aux ports de Côte d'Ivoire, qui ont atteint 2,18 millions de tonnes au terme de la campagne internationale achevée fin septembre 2026.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA *(Indices, base 100 en 2013)*



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à septembre 2025, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 7,9%, après une augmentation de 7,6% le mois précédent. Cette évolution résulte du renchérissement du **gaz naturel** (+56,2%), du **pétrole** (+51,2%), du **zinc** (+37,1%), du **caoutchouc** (+33,0%), du **coton** (+27,2%), de l'**or** (+17,8%), des **huiles végétales** (+17,0%), de l'**uranium** (+13,2%), de la **noix de cajou** (+8,5%) et du **phosphate** (+2,6%). En revanche, les prix du **café** (-23,7%) et du **cacao** (-15,8%) ont diminué.

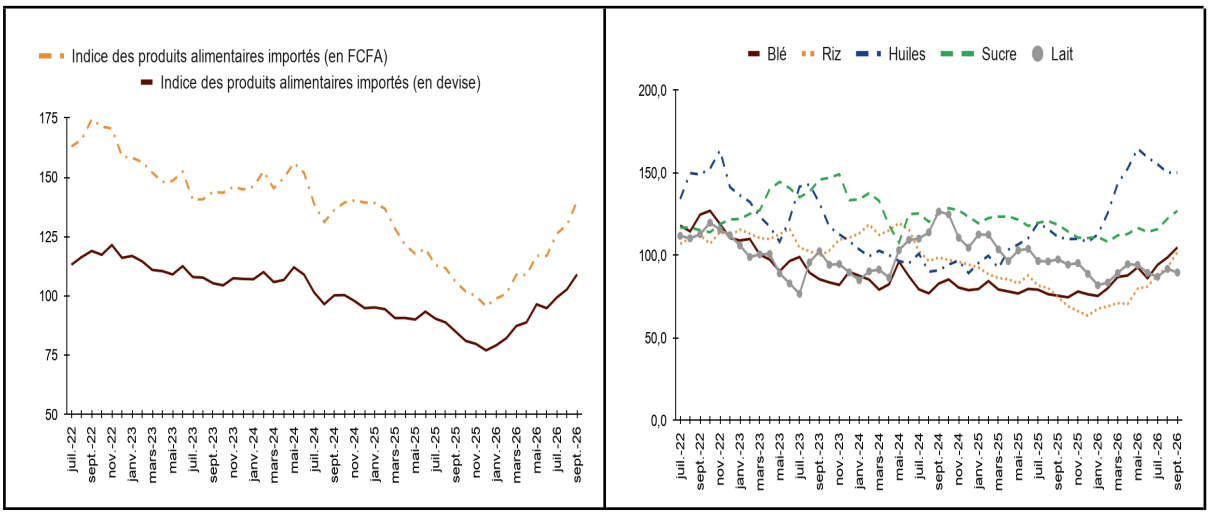
En septembre 2026, l'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est renforcé de 6,1% en variation mensuelle, après une hausse de 3,5% enregistrée le mois précédent. Cette évolution est due à l'accroissement des cours du **riz** (+10,1%), du **blé** (+6,2%) et du **sucre** (+3,9%). Par contre, les cours du **lait** (-2,4%) ont fléchi sur la période sous revue.

Les cours du **riz** ont été soutenus par la contraction de l'offre des principaux exportateurs asiatiques, notamment l'Inde et le Vietnam, ainsi que par la hausse de la demande d'importation du Bangladesh, dont les cultures ont été endommagées par les inondations. Les prix du **blé** ont progressé sous l'effet des tensions en mer Noire, qui perturbent les expéditions russes et ukrainiennes, ainsi que de la révision à la baisse, par le Conseil international des céréales, des prévisions de production mondiale pour la campagne 2026/2027, à 816,7 millions de tonnes.

L'augmentation des cours du **sucre** est liée au renchérissement du pétrole, qui favorise la production d'éthanol au détriment de celle du sucre, réduisant ainsi les disponibilités de cette denrée sur le marché. De plus, les perspectives d'une baisse de 17% de la production thaïlandaise pour la campagne 2026/2027 ont soutenu les prix.

En revanche, le recul des cours du **lait** reflète une offre abondante, alimentée par la hausse de la collecte dans les principales zones exportatrices, notamment en Europe, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis, face à une demande mondiale peu dynamique.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union *(Indices, base 100 en 2013)*



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2025, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est accru de 28,5%, après une hausse de 15,7% le mois précédent. Cette évolution est due principalement au raffermissement des cours du **blé** (+38,8%), du **riz** (+36,7%), des **huiles végétales** (+35,2%) et du **sucre** (+8,1%). En revanche, les prix du **lait** (-8,2%) se sont repliés.

L'indice des prix exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a progressé de 32,1%, en variation annuelle, en raison d'une hausse des cours du **blé** (+41,4%), du **riz** (+39,3%), des **huiles végétales** (+24,0%) et du **sucre** (+14,8%), atténuée par une diminution des prix du **lait** (-6,4%).

1.4. Marchés financiers

Les principaux indices boursiers des pays avancés se sont repliés au cours du mois de septembre 2026. Cette baisse s'explique principalement par la forte remontée des rendements obligataires, alimentée par la persistance des pressions inflationnistes, la fermeté des cours du pétrole liée aux tensions au Moyen-Orient et les anticipations d'un resserrement supplémentaire de la politique monétaire aux États-Unis. Les inquiétudes relatives aux finances publiques, notamment en France, ont également pesé sur les marchés.

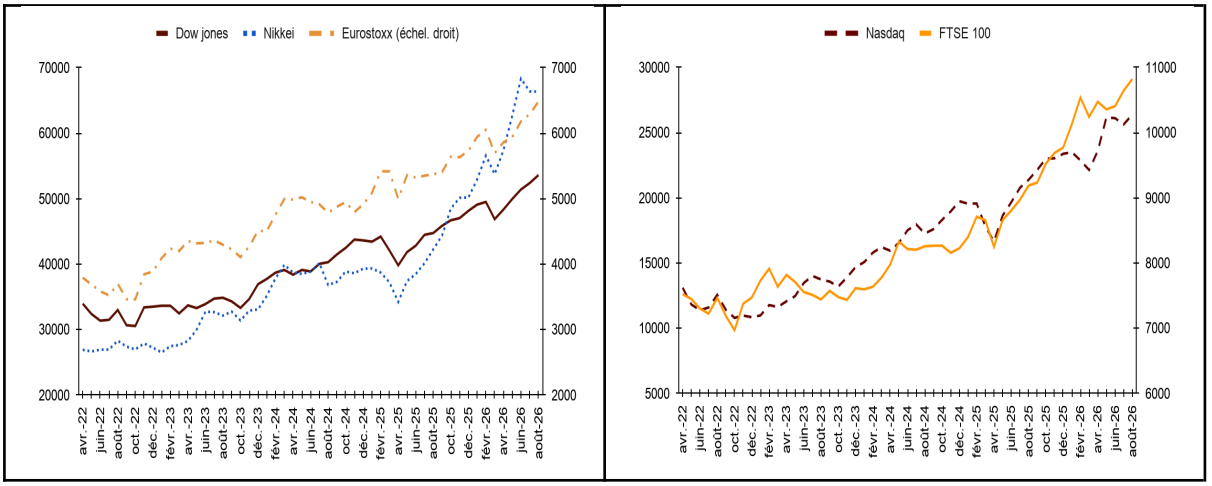
1.4.1. Les places boursières

En septembre 2026, les principaux indices boursiers des pays avancés ont reculé, à l'exception de l'indice NASDAQ des États-Unis (+0,6%), soutenu par l'intérêt des investisseurs pour les valeurs technologiques liées à l'intelligence artificielle. L'indice DOW JONES s'est affaibli de 2,7% par rapport à sa moyenne du mois précédent. Dans la zone euro, les indices CAC 40 de la

France et EUROSTOXX 50 ont diminué respectivement de 4,7% et de 2,6% par rapport à leur niveau d'août 2026. Au Japon, l'indice Nikkei 225 s'est replié de 1,9%. De même, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a également baissé de 1,0% sur la même période.

En Afrique, les indices ont affiché des évolutions contrastées en septembre 2026. Les indices BRVM Composite (+7,7%), FTSE/JSE de l'Afrique du Sud (+3,3%) et NSE du Nigeria (+2,0%) ont progressé. En revanche, les indices GSE du Ghana (-4,8%) et MASI du Maroc (-2,8%) ont reculé.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux *(en nombre de points)*

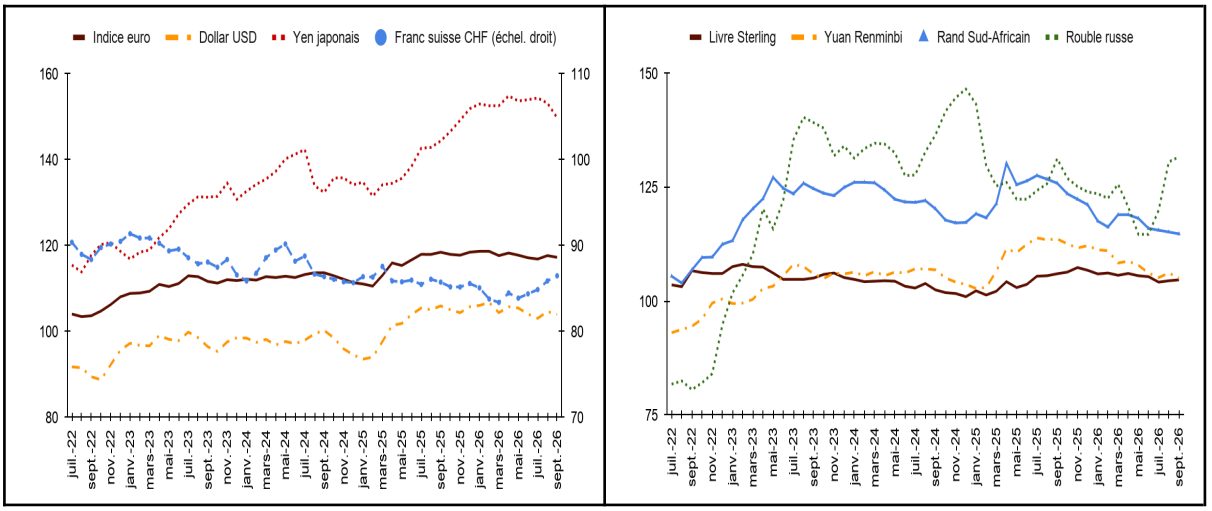


Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est déprécié de 0,3% en septembre 2026 par rapport à sa moyenne du mois précédent. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est affaiblie face au yen japonais (-2,2%), au dollar australien (-1,0%) et au dollar américain (-0,7%). La devise européenne a également perdu de la valeur face aux monnaies des pays émergents, notamment le yuan chinois (-1,1%), la roupie indienne (-0,7%) et le rand sud africain (-0,4%). En revanche, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du rouble russe (+0,8%), du franc suisse (+0,7%) et de la livre sterling (+0,2%).

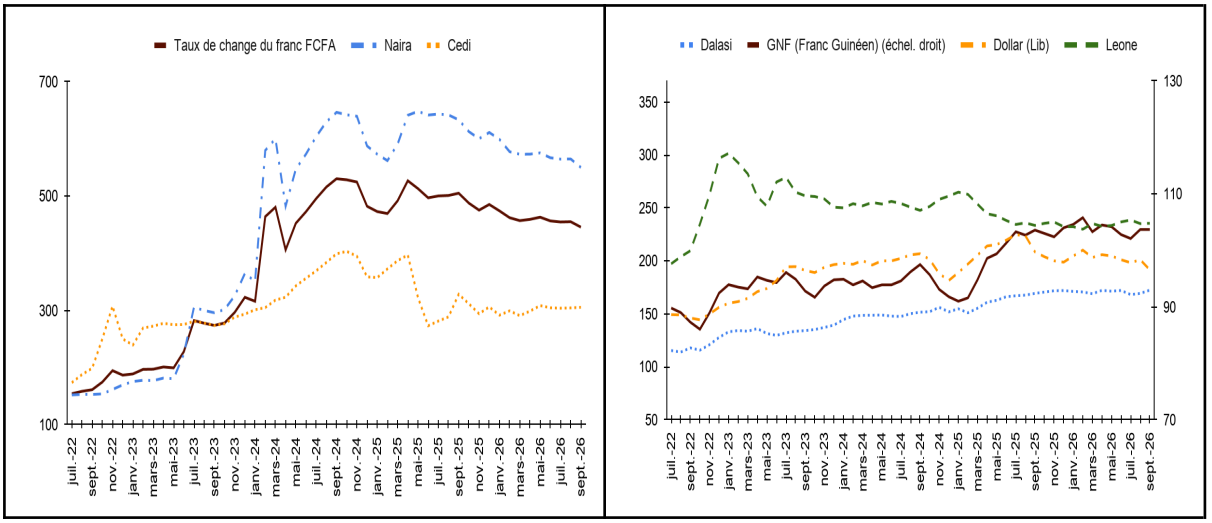
Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises *(Indices, base 100 en 2016)*



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 2,1% en septembre 2026 par rapport au mois précédent, en lien notamment avec son repli vis-à-vis du dollar libérien (-4,7%) et du naira (-2,6%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée par rapport au dalasi gambien (+1,8%), au cedi ghanéen (+0,3%) et au leone (+0,1%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA a reculé de 11,7% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis du naira (-13,2%), du dollar libérien (-8,1%) et du cedi (-7,0%). En revanche, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est raffermie face au dalasi (+1,8%), au leone (+0,8%) et au franc guinéen (+0,1%).

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin août 2026 indiquent que l'activité économique a progressé à un rythme moins soutenu que le mois précédent. L'indice global du climat des affaires s'est établi à +0,6 point, au-dessus de sa moyenne de long terme (100), après +0,7 point en juillet 2026. L'indice du chiffre d'affaires du commerce a reculé de 4,6% en août 2026, après une hausse de 6,6% le mois précédent. De même, l'indice de la production industrielle s'est replié de 3,2% en août 2026, après une augmentation de 4,0% en juillet. Les services marchands non financiers ont fléchi de 1,3% en août 2026, après une baisse de 0,4% un mois plus tôt, tandis que les services financiers se sont accrus de 1,8%, après une hausse de 0,4% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), les enquêtes auprès des chefs d'entreprise font état d'une activité globalement soutenue en août 2026, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a reculé de 3,2% en août 2026, après une hausse de 4,0% le mois précédent. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des activités de fabrication (-2,1 points), et des activités extractives (-0,9 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO

(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	juillet	Août	Juillet	Août (*)	Juillet	Août (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	**1,5**	**-0,8**	**-0,2**	**-0,9**	**-0,6**	**-0,8**
Extraction d'hydrocarbures	0,1	0,0	0,2	0,0	-0,1	-0,1
Extraction de minerais métalliques	1,3	-0,6	-0,7	-0,4	-0,9	-0,7
ACTIVITÉS DE FABRICATION	**1,9**	**-1,8**	**4,0**	**-2,1**	**3,9**	**3,5**
Fabrication de produits alimentaires	0,1	-2,6	2,1	-5,0	1,5	-1,1
Fabrication de textiles	-0,1	0,0	-0,1	0,1	-0,1	0,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,3	0,9	1,4	-0,7	1,7	0,1
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	**-0,1**	**-0,2**	**0,3**	**-0,1**	**0,8**	**0,9**
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DE POLLUTION	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,1**	**0,0**
INDICE GLOBAL	**3,3**	**-2,7**	**4,0**	**-3,2**	**4,0**	**3,5**

Source : BCEAO, (*) données provisoires

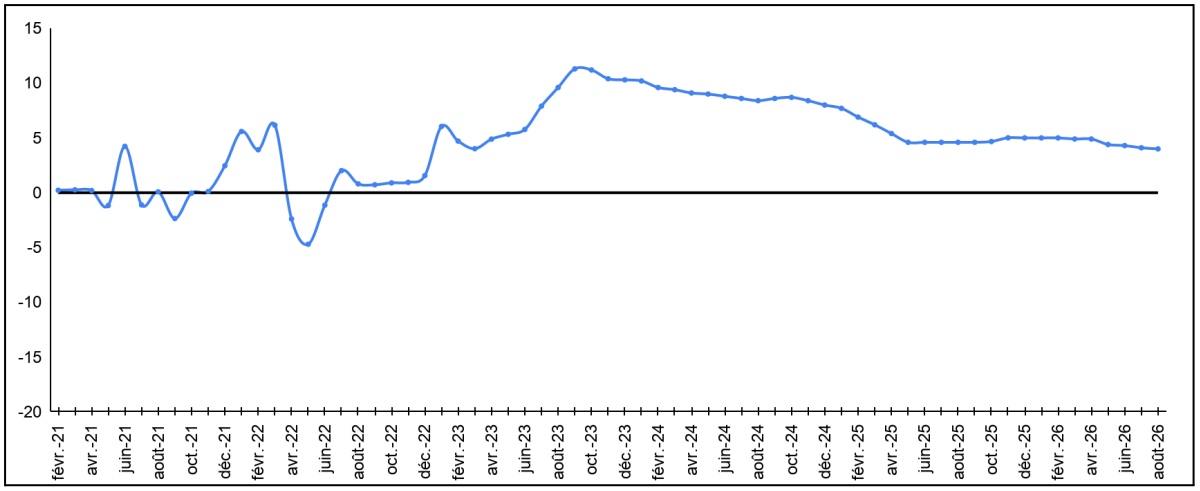
La production industrielle, en glissement annuel, s'est renforcée de 3,5% en août 2026, après une hausse de 4,0% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à la progression des activités de fabrication (+3,5 points) ainsi qu'à la production et distribution d'électricité et de gaz (+0,9 point). La baisse des activités extractives (-0,8 point), liée notamment à l'extraction de minerais métalliques (-0,7 point), a limité la hausse de l'indice.

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise indiquent que l'activité est restée soutenue dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en août 2026. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est demeuré positif, ressortant à +4,0 points, après +4,1 points le mois précédent. Par pays, l'activité dans les BTP a été relativement dynamique au Bénin (+25,9 points), au Sénégal (+22,4 points), au Burkina (+15,2 points), en Côte d'Ivoire (+8,9 points) et en Guinée-Bissau (+7,2 points). En revanche, l'activité s'est située en deçà de sa moyenne de long terme au Mali (-37,0 points), au Niger (-20,5 points) et au Togo (-2,1 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA

(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a diminué de 4,5% en variation mensuelle au cours du mois d'août 2026, après une progression de 6,5% le mois précédent. Le repli de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement attribuable à la contraction du commerce de détail (-2,4 points), du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles (-1,3 point), ainsi que du commerce de gros et des activités des intermédiaires (-0,9 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	juillet	Août	Juillet	Août (*)	Juillet	Août (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	**0,3**	**0,4**	**1,3**	**-1,3**	**1,9**	**0,1**
Commerce de véhicules automobiles	0,0	0,5	1,2	-0,9	1,6	0,2
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	0,1	0,1	-0,3	0,2	-0,2
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	**0,5**	**-1,1**	**-0,3**	**-0,9**	**0,0**	**0,1**
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	0,0	-0,4	-0,5	-0,3	-0,4	-0,3
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,3	-0,7	0,0	-0,6	0,3	0,4
COMMERCE DE DÉTAIL	**4,2**	**-1,9**	**5,5**	**-2,4**	**5,6**	**5,0**
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,2	0,4	0,2	0,5	0,1	0,2
Commerce de détail en magasin spécialisé	4,0	-2,2	5,3	-2,9	5,4	4,7
INDICE GLOBAL	**5,0**	**-2,6**	**6,5**	**-4,5**	**7,4**	**5,3**

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de croissance de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 5,3% en août 2026, après une hausse de 7,4% le mois précédent. La progression de l'activité dans le commerce reste portée par le commerce de détail (+5,0 points), notamment en magasin spécialisé (+4,7 points). Le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,1 point) ainsi que le commerce de gros (+0,1 point) ont apporté une contribution limitée à cette évolution.

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, l'activité des services marchands non financiers a fléchi de 1,3% en août 2026, après une baisse de 0,4% un mois plus tôt. Les services financiers se sont, pour leur part, accrus de 1,8% en août 2026, après une hausse de 0,4% le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024	2025	2026		2026	
	juillet	août	juillet	août (*)	juillet	août (*)
Bénin	19,9	-13,3	10,6	-8,3	0,3	6,1
Burkina	-0,2	-3,5	-3,5	-3,2	2,2	2,5
Côte d'Ivoire	-3,9	1,4	4,0	-4,6	13,8	7,1
Guinée-Bissau	10,6	-7,7	7,3	2,1	-0,8	9,8
Mali	-16,2	2,7	-12,0	2,5	6,2	6,0
Niger	0,4	0,7	-0,6	-0,4	7,4	6,2
Senegal	-4,8	-10,9	-7,2	-10,0	0,8	1,7
Togo	-8,0	5,2	-6,9	-0,9	9,8	3,4
INDICE GLOBAL	**-2,5**	**-1,5**	**-0,4**	**-1,3**	**7,3**	**7,5**

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont enregistré une croissance de 7,5% en août 2026, après une augmentation de 7,3% en juillet 2026. L'accroissement du chiffre d'affaires de ces services est observé dans l'ensemble des pays, notamment en Guinée-Bissau (+9,8%), en Côte d'Ivoire (+7,1%), au Niger (+6,2%), au Bénin (+6,1%), au Mali (+6,0%), au Togo (+3,4%), au Burkina (+2,5%) et au Sénégal (+1,7%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers *(en %)*

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	juillet	août	juillet	août (*)	juillet	août (*)
Bénin	-9,6	14,5	-8,7	14,2	15,1	14,8
Burkina	-3,3	-0,3	-2,2	-0,6	16,4	16,1
Côte d'Ivoire	0,4	1,6	1,8	1,2	16,0	15,6
Guinée-Bissau	5,0	-2,7	3,9	-0,7	10,6	12,8
Mali	2,9	-3,5	4,6	-3,4	16,2	16,4
Niger	2,0	0,6	1,8	1,0	14,4	15,0
Sénégal	0,1	1,9	-0,6	2,8	14,5	15,5
Togo	1,8	4,9	1,9	4,9	15,5	15,5
INDICE GLOBAL	-0,3	1,7	0,4	1,8	15,5	15,6

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services marchands financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 15,6% en août 2026, en rythme annuel, après une hausse de 15,5% le mois précédent. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Mali (+16,4%), le Burkina (+16,1%), la Côte d'Ivoire (+15,6%), le Sénégal (+15,5%), le Togo (+15,5%), le Niger (+15,0%), le Bénin (+14,8%) et la Guinée-Bissau (+12,8%).

2.2. Inflation

En septembre 2026, le taux d'inflation dans l'Union s'est établi à 1,9% en glissement annuel, en hausse par rapport au mois précédent.

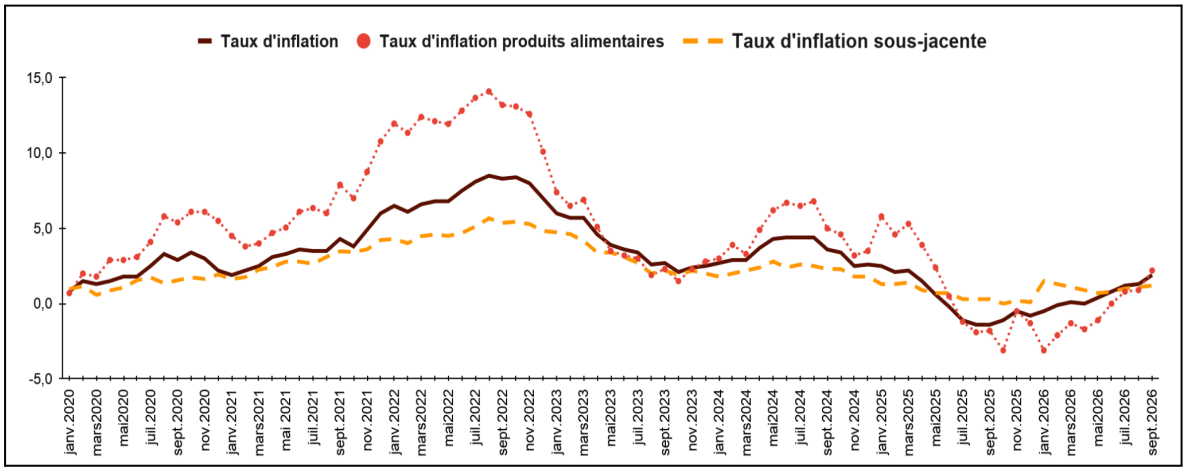
Le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 1,9% en septembre 2026, après une réalisation de 1,3% le mois précédent, soit une progression de 0,6 point de pourcentage. L'évolution du niveau général des prix à la consommation au cours du mois sous revue résulte principalement d'une accélération des prix des rubriques « Produits alimentaires » (+2,2% après +0,9%), « Transports » (+5,8% après +4,6%) et, dans une moindre mesure, « Logement » (+1,0% après +0,7%). Le renchérissement des « Produits alimentaires » s'explique notamment par la remontée des prix des légumes frais (+15,9% après +1,4%) et du poisson frais (+9,2% après -2,4%). Cette évolution a été atténuée par la poursuite du recul des prix des céréales (-3,2% après -7,5%) et des tubercules (-1,1% après -8,6%).

L'augmentation des prix dans la division « Transports » s'est accentuée, sous l'effet du relèvement de ceux des carburants, notamment de l'essence (+10,1% après +6,8%) et du gasoil (+8,1% après +7,2%), ainsi que de l'accroissement des tarifs du transport routier (+6,7% après +6,4%).

La progression des prix dans la division « Logement » résulte principalement de la hausse des tarifs du charbon (+8,2% après +4,5%) et de l'atténuation de la baisse des prix de l'approvisionnement en eau (-3,3% après -3,9%), tandis que le recul du coût du bois de chauffage a été plus marqué (-7,8% après -7,2%).

L'analyse par pays fait ressortir une accélération de l'inflation au Burkina (+3,6% après +3,0%), au Mali (+3,4% après +3,3%), au Togo (+2,4% après +0,7%), au Bénin (+1,9% après +0,1%), en Côte d'Ivoire (+1,6% après +1,2%) et au Niger (+1,3% après -0,9%). A l'inverse, le rythme de progression des prix a ralenti au Sénégal (+1,0% après +1,2%). Par ailleurs, la baisse des prix s'est accentuée en Guinée-Bissau (-0,7% après -0,5%).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA *(%)*



Sources : INS, BCEAO

Le **taux d'inflation sous-jacente**, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 1,2% en septembre 2026, après 1,1% le mois précédent.

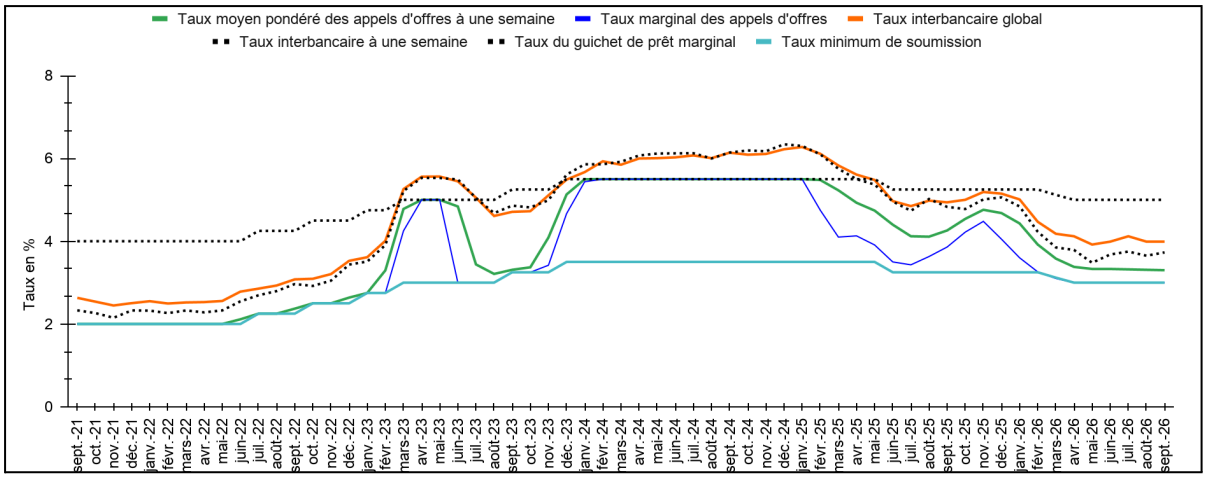
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 9 septembre 2026, de laisser inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, reste fixé à 3,00%, tandis que le taux sur le guichet de prêt marginal demeure à 5,00%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 3,30% en septembre 2026, contre 3,31% un mois plus tôt. Quant au taux marginal, il est demeuré inchangé à 3,00% d'un mois à l'autre. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 3,73% en septembre 2026, en hausse de 8 points de base (pdb) par rapport à son niveau en août 2026 (3,65%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne au taux de 3,99% en septembre 2026, un niveau stable par rapport à août 2026 et en recul de 95 pdb comparativement à septembre 2025 (4,94%).

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques sont demeurés stables en août 2026 par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,70%, au même niveau qu'en juillet 2026, contre une moyenne de 6,67% en août 2025. Dans le détail, le coût du crédit bancaire s'est accru au Togo (+46 pdb), au Burkina (+43 pdb), en Côte d'Ivoire (+33 pdb) et au Bénin (+13 pdb). Par contre, les taux se sont repliés au Niger (-39 pdb), au Sénégal (-32 pdb) et au Mali (-21 pdb), tandis qu'ils sont restés inchangés en Guinée-Bissau.

Les taux d'intérêt créditeurs sont ressortis à 5,04%, contre 5,15% le mois précédent. Par pays, la rémunération des dépôts a diminué au Mali (-65 pdb), au Bénin (-33 pdb), au Burkina (-18 pdb) et au Togo (-11 pdb), tandis qu'elle a augmenté en Guinée-Bissau (+82 pdb), au Niger (+68 pdb), en Côte d'Ivoire (+7 pdb) et au Sénégal (+2 pdb).

3.3. Monnaie

A fin août 2026, la masse monétaire a progressé de 17,7%, en glissement annuel, après une augmentation de 19,0% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts se sont accrus respectivement de 22,9% et 16,1%, après des hausses de 25,4% et 17,0% à fin juillet 2026.

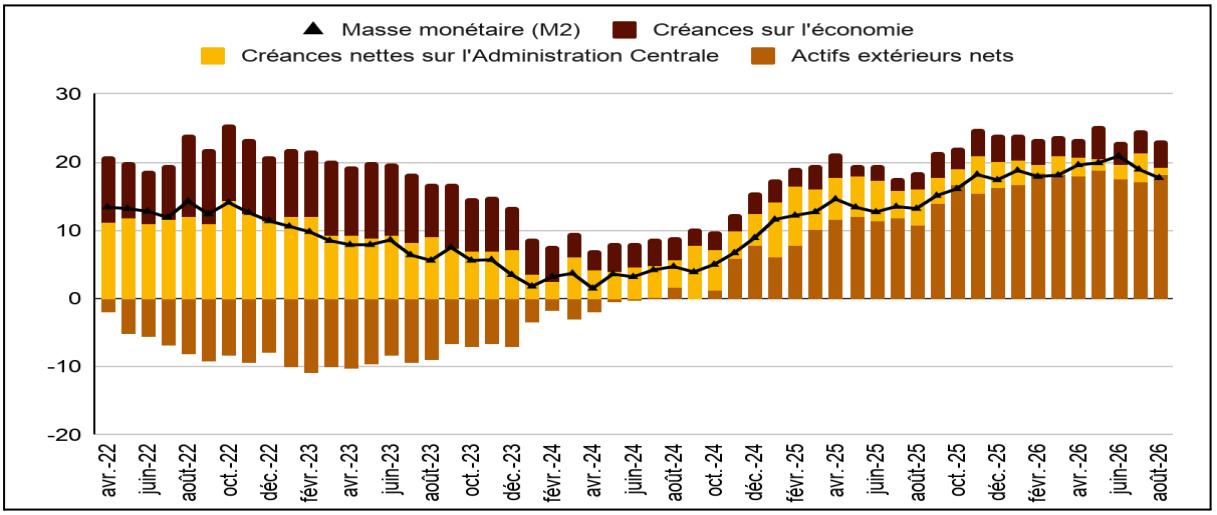
Tableau 6 : Situation monétaire à fin août 2026 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	juil.-25	août-25	juil.-26	août-26	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	**54 564,0**	**54 870,5**	**64 907,2**	**64 559,0**	**-1,7**	**-0,5**	**19,0**	**17,7**
Circulation fiduciaire	12 872,4	12 917,7	16 136,7	15 869,7	*-0,9*	*-1,7*	*25,4*	*22,9*
Dépôts	41 691,7	41 952,8	48 770,5	48 689,2	*-2,0*	*-0,2*	*17,0*	*16,1*
Actifs extérieurs nets	7 767,2	7 058,1	17 105,8	17 019,1	-4,5	-0,5	120,2	141,1
Créances intérieures	61 635,6	63 163,0	65 739,3	65 828,5	0,2	0,1	6,7	4,2
Créances nettes sur APUC	25 867,7	27 277,6	28 193,5	27 824,6	1,5	-1,3	9,0	2,0
Créances sur l'économie	35 767,9	35 885,4	37 545,8	38 003,9	-0,7	1,2	5,0	5,9

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin août 2026 résulte du renforcement en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+9.961,0 milliards ou +141,1%) et des créances intérieures (+2.665,5 milliards ou +4,2%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin août 2026, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 9.961,0 milliards (+141,1%), en glissement annuel. La hausse des AEN est liée au profil favorable des comptes extérieurs caractérisé notamment par la réduction du déficit courant et la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 4,2% à fin août 2026, après 6,7% à fin juillet 2026. Cette dynamique est portée par l'augmentation des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+547,0 milliards) et des créances sur l'économie (+2.118,5 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,9% à fin août 2026, après 5,0% à fin juillet 2026. Cette accélération s'explique principalement par la hausse des crédits bancaires accordés au secteur privé (+6,3%, contre 5,7% en juillet). Les crédits accordés aux sociétés non financières privées ont augmenté de 9,3% à fin août 2026, après une hausse de 9,0% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leurs sont accordés se sont accrus de 0,5% sur la même période, après une baisse de 0,4% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

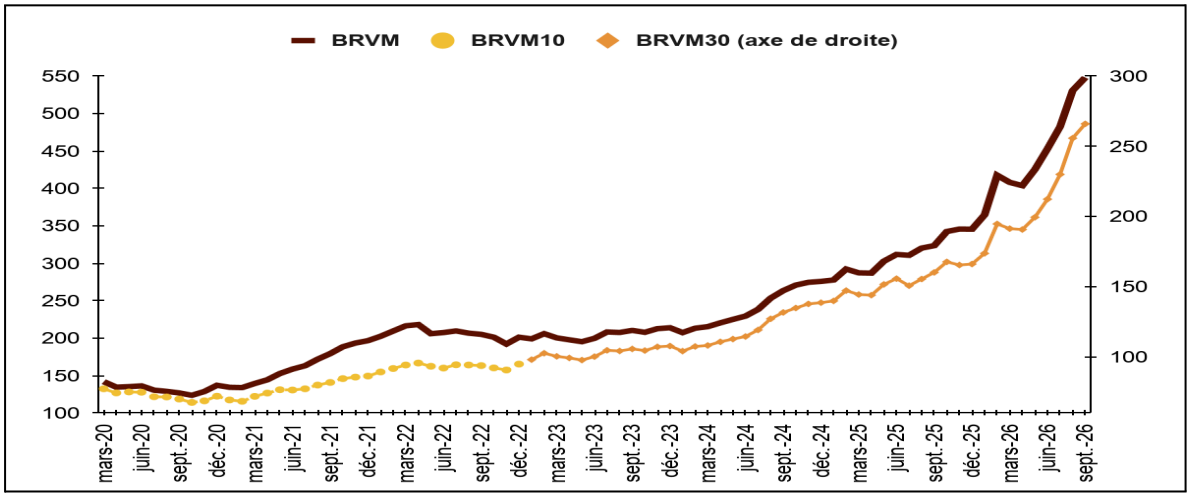
L'activité du marché boursier régional s'est renforcée en septembre 2026. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 832,5 milliards en septembre 2026, soit une augmentation de 40,0 milliards par rapport au mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à fin septembre 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 ont progressé, respectivement, de 3,3% et 4,0% par rapport à leur niveau de fin août 2026. A la date du 20 octobre 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont repliés respectivement de 4,4% et 4,5% par rapport à leur valeur de fin septembre 2026.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont raffermis respectivement de 69,4% et 66,4% par rapport à leur moyenne de septembre 2025.

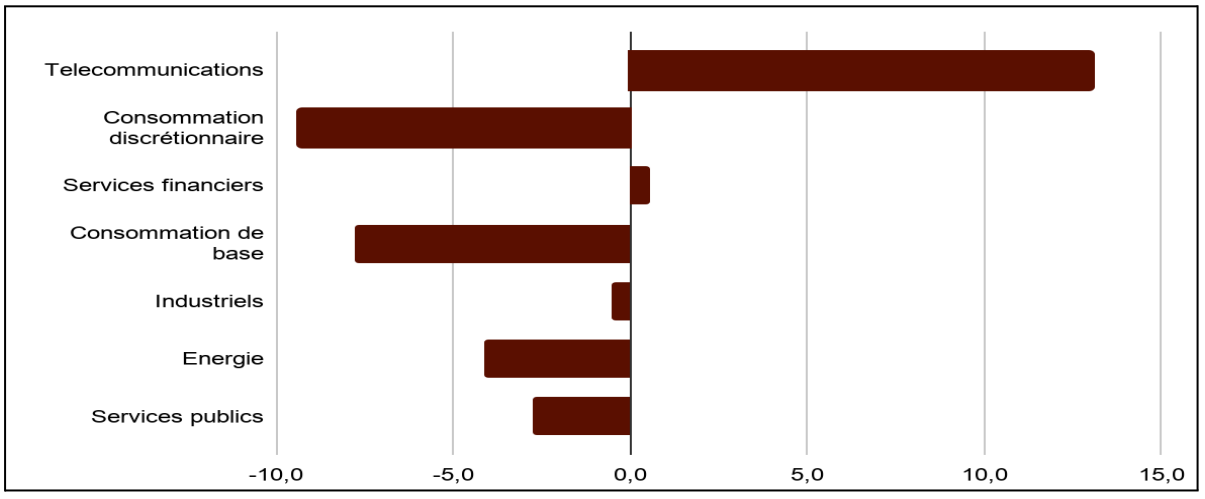
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM *(en nombre de points)*



Source : BRVM

En variation mensuelle, la capitalisation boursière totale a augmenté de 6,0% par rapport à fin août 2026, pour s'établir à 35.100,4 milliards en septembre 2026. Les indices des branches «Télécommunications » (+13,1%) et « Services Financiers » (+0,4%) ont progressé. Par contre, ceux des branches « Consommation discrétionnaire » (-9,4%), « Consommation de base » (-7,8%), « Energie » (-4,1%), « Services Publics » (-2,7%) et « Industriels » (-0,5%) se sont repliés.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en septembre 2026 (en %)



Source : BRVM

En variation annuelle, la capitalisation boursière totale s'est renforcée de 49,7% par rapport à fin septembre 2025. Dans le détail, la capitalisation du marché des actions s'est accrue de 72,3% à 21.504,9 milliards, tandis que celle du marché des obligations a augmenté de 24,0% à 13.595,5 milliards.

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le marché régional de la dette publique, le volume global des émissions a progressé, tandis que les coûts d'emprunt ont diminué.

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UEMOA ont levé 832,5 milliards en septembre 2026 (+40 milliards par rapport à août 2026), soit 86,3 milliards de bons du Trésor (10,4%) et 746,2 milliards d'obligations du Trésor (89,6%). Cette évolution résulte de la hausse des émissions d'obligations (+251,3 milliards), supérieure à la contraction des émissions de bons (-211,3 milliards).

Le taux de couverture[3] global des émissions par adjudication est ressorti à 142,0%, contre 188,9% en août 2026.

Le compartiment par **syndication** n'a enregistré aucune opération au cours du mois de septembre 2026, comme le mois précédent.

Au total, les pays de l'Union ont mobilisé au cours du mois sous revue 832,5 milliards sur le marché financier régional, soit une progression de 5,0% (+40,0 milliards) par rapport au mois d'août 2026. Comparativement au mois de septembre 2025, les ressources mobilisées laissent apparaître une hausse de 91,0% (+396,6 milliards).

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	septembre 2025	août 2026	septembre 2026	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	**270,4**	**297,6**	**86,3**	**-211,3**	**-71,0**	**-184,1**	**-68,1**
Obligations par adjudication	**165,5**	**494,9**	**746,2**	**251,3**	**50,8**	**580,7**	**350,9**
Total adjudication	*435,9*	*792,5*	*832,5*	40,0	5,0	396,6	91,0
Obligations par syndication	*0*	*0*	*0*	-	-	-	-
Total marché régional des titres publics	**435,9**	**792,5**	**832,5**	**40,0**	**5,0**	**396,6**	**91,0**
Marché des eurobonds	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total général	**435,9**	**792,5**	**832,5**	**40,0**	**5,0**	**396,6**	**91,0**

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons a diminué de 9 pdb pour ressortir à 5,73% en septembre 2026, contre 5,82% le mois précédent. De même, le rendement moyen pondéré des émissions obligataires s'est réduit de 6 pdb pour s'établir à 7,23% en septembre 2026. Par rapport à la même période de l'année précédente, les coûts de mobilisation des emprunts publics se sont également assouplis. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor s'est réduit de 55 pdb, tandis que le rendement moyen pondéré des obligations émises par adjudication s'est replié de 49 pdb.

Les Etats membres n'ont réalisé aucune opération sur les **marchés internationaux des capitaux** au cours du mois sous revue.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	septembre 2025	août 2026	septembre 2026	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	**6,28**	**5,82**	**5,73**	**-0,09**	**-0,55**
Obligations	**7,72**	**7,29**	**7,23**	**-0,06**	**-0,49**
Par adjudication	*7,72*	*7,29*	*7,23*	*-0,06*	*-0,49*
Par Syndication	-	-	-	-	-
Eurobonds	-	-	-	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

[3] Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union restent bien orientées, mais entourées de risques liés notamment à la conjoncture internationale, aux contraintes sécuritaires dans certaines régions de l'Union ainsi qu'aux conditions climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures. Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,1% au troisième trimestre 2026, après une croissance de 6,0% au deuxième trimestre 2026. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que les bons résultats de la campagne agricole contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA. L'acquis de croissance, qui est une indication du niveau de croissance minimale qui serait atteint en fin d'année, si la croissance se maintient stable au dernier trimestre connu, est ressorti à 4,7% au deuxième trimestre 2026.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA

(contribution en point de %)

	Réalisations					Estimation	Prévision
	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025	1T2026	2T2026	3T2026
Secteur primaire	**1,7**	**1,6**	**1,6**	**1,6**	**1,1**	**1,0**	**1,0**
Agriculture vivrière	6,3	6,0	6,1	6,0	5,7	5,8	5,9
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1
Secteur secondaire	**1,7**	**1,6**	**1,6**	**1,6**	**2,0**	**2,0**	**2,0**
Activités extractives	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,1	4,8	4,9	4,8	4,5	4,6	4,7
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
BTP	-9,0	-8,6	-8,8	-8,6	-8,1	-8,2	-8,4
Secteur tertiaire	**3,5**	**3,3**	**3,4**	**3,3**	**3,0**	**3,0**	**3,1**
Commerce	1,8	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6	1,7
Transports, postes et communications	-7,5	-7,2	-7,3	-7,2	-6,7	-6,9	-7,0
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7
Services non marchands	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2
Impôts et taxes	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9
Produit Intérieur Brut	**6,8**	**6,5**	**6,6**	**6,5**	**6,1**	**6,0**	**6,1**

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance en glissement annuel de la masse monétaire de l'Union à 20,0% (+11.078,1 milliards) à fin septembre 2026, après 17,7% à fin août 2026. L'amélioration serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de

2.661,7 milliards (+4,2%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 10.380,4 milliards (+102,0%).

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes des institutions de dépôts sur les unités de l'administration publique centrale (+1,6%) et des créances sur l'économie (+6,0%).

Analysée sous l'angle de ses composantes, la croissance en glissement annuel de la masse monétaire reflèterait, à fin septembre 2026, le renforcement des dépôts (+18,0%) et de la circulation fiduciaire (+26,5%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation, en glissement annuel, au sein de l'Union s'établirait à 2,3% en octobre 2026, 2,5% en novembre 2026, puis à 2,9% en décembre 2026. Cette orientation haussière s'inscrirait dans le prolongement des tensions observées sur les prix des produits alimentaires et des transports. Elle refléterait notamment la persistance des pressions sur l'offre de certains produits alimentaires, dans un contexte de tensions saisonnières et de perturbations des circuits d'approvisionnement dans certaines zones de l'Union. Le renchérissement des carburants continuerait également de se transmettre aux coûts de transport et aux prix à la consommation, comme l'illustre la nouvelle hausse des prix à la pompe décidée par le Gouvernement béninois à compter du 8 octobre 2026, après celle du 1er mai 2026. Le prix du litre d'essence à la pompe est fixé à 750 FCFA contre 725 FCFA et celui du gasoil à 765 FCFA au lieu de 750 FCFA, soit des hausses respectives de 3,4% et 2,0%. Ces pressions pourraient toutefois être contenues par la disponibilité des produits céréaliers, favorisée par les bonnes récoltes de la campagne agricole 2026/2027. Sur l'ensemble de l'année 2026, le taux d'inflation devrait s'établir à 1,1%, après 0,0% en 2025.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalisations					Estimation	Prévision	
	déc. 23	déc. 24	déc. 25	juil. 26	août. 26	sept 26	oct 26	nov 26
Produits alimentaires et boissons	1,1	1,6	-0,5	0,8	0,9	0,8	1,0	1,1
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Logement	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1
Ameublement	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Transport	0,4	0,0	-0,1	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7
Communication	0,0	0,0	0,1	-0,8	-0,8	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,3	-0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
Autres biens	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Ensemble	**2,5**	**2,6**	**-0,8**	**1,2**	**1,3**	**1,9**	**2,3**	**2,5**

Source : BCEAO

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	juillet	Août	Juillet	Août (*)	Juillet	Août (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	**0,3**	**0,4**	**1,3**	**-1,3**	**1,9**	**0,1**
Commerce de véhicules automobiles	0,0	0,5	1,2	-0,9	1,6	0,2
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	0,1	0,1	-0,3	0,2	-0,2
Commerce et réparation de motocycles	0,1	-0,1	0,1	-0,1	0,1	0,1
COMMERCE DE GROS ET COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	**0,5**	**-1,1**	**-0,3**	**-0,9**	**0,0**	**0,1**
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	0,0	-0,4	-0,5	-0,3	-0,4	-0,3
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,1	0,0	0,2	-0,1	0,1	0,0
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,3	-0,7	0,0	-0,6	0,3	0,4
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	-0,1
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COMMERCE DE DÉTAIL	**4,2**	**-1,9**	**5,5**	**-2,4**	**5,6**	**5,0**
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,2	0,4	0,2	0,5	0,1	0,2
Commerce de détail en magasin spécialisé	4,0	-2,2	5,3	-2,9	5,4	4,7
INDICE GLOBAL	**5,0**	**-2,6**	**6,5**	**-4,5**	**7,4**	**5,3**

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	juillet	Août	Juillet	Août (*)	Juillet	Août (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	**1,5**	**-0,8**	**-0,2**	**-0,9**	**-0,6**	**-0,8**
Extraction d'hydrocarbures	0,1	0,0	0,2	0,0	-0,1	-0,1
Extraction de minerais métalliques	1,3	-0,6	-0,7	-0,4	-0,9	-0,7
Autres activités extractives	0,1	-0,4	0,1	-0,7	0,5	0,2
ACTIVITÉS DE FABRICATION	**1,9**	**-1,8**	**4,0**	**-2,1**	**3,9**	**3,5**
Fabrication de produits alimentaires	0,1	-2,6	2,1	-5,0	1,5	-1,1
Fabrication de boissons	0,1	0,3	0,1	-0,2	0,5	0,0
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Fabrication de textiles	-0,1	0,0	-0,1	0,1	-0,1	0,0
Fabrication d'articles d'habillement	-0,2	0,2	-0,3	0,6	-0,1	0,4
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,2	-0,2	0,0	-0,1	-0,3	-0,1
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	0,0	0,2	0,1	-0,1	0,2	-0,1
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,1	0,1	-0,1	0,2	-0,1	0,0
Raffinage pétrole, cokéfaction	0,3	0,9	1,4	-0,7	1,7	0,1
Fabrication de produits chimiques	1,3	-1,0	0,6	3,5	-0,8	4,1
Fabrication pharmaceutiques	0,2	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1
Travail de caoutchouc et du plastique	0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Fabrication de matériaux minéraux	-0,1	0,4	0,0	-0,1	0,2	-0,2
Métallurgie	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Fabrication d'ouvrages en métaux	0,0	-0,1	0,2	-0,7	0,8	0,2
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Autres industries manufacturières	0,0	0,1	0,0	0,7	0,2	0,8
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	**-0,1**	**-0,2**	**0,3**	**-0,1**	**0,8**	**0,9**
Production et distribution d'électricité et du gaz	-0,1	-0,2	0,3	-0,1	0,8	0,9
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,1**	**0,0**
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	**3,3**	**-2,7**	**4,0**	**-3,2**	**4,0**	**3,5**

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS
n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST